

# Point éco

## Benchmark Réseau d'Information Comptable Agricole des SCOPeurs européens

Ce benchmark, réalisé en 2020, sur la base des données RICA 2018, confirme deux enjeux qui s'imposent au secteur SCOP français : la nécessité de trouver les voies d'une augmentation de la valeur ajoutée produite à l'hectare dans le respect des exigences environnementales et de préserver au maximum les soutiens publics reçus au titre de Politique Agricole Commune (PAC). Le benchmark révèle en outre des évolutions contrastées au sein du panorama européen.

### Contexte et enjeux

Le Benchmark RICA 2018 vise à situer la compétitivité des exploitations françaises spécialisées en céréales et oléo-protéagineux (SCOP) dans le panorama européen. Le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) est un outil communautaire qui fournit une enquête annuelle réalisée dans tous les États membres de l'Union européenne (UE) selon des règles et des principes communs afin d'évaluer, sur des échantillons représentatifs, le revenu des exploitations agricoles et l'impact de la Politique Agricole Commune (PAC). La Commission européenne fonde ses analyses micro-économiques sur les données du RICA, seule source de données harmonisées. Les données agrégées du RICA sont en libre accès sur le site internet dédié : [https://ec.europa.eu/agriculture/rica/database/database\\_fr.cfm](https://ec.europa.eu/agriculture/rica/database/database_fr.cfm)

### Objectif

À partir des données européennes du RICA, Pluriagri établit depuis 2010 des indicateurs structurels et économiques qui rendent compte des forces et faiblesses. Ces indicateurs influencent la compétitivité des exploitations du secteur des grandes

cultures d'une série d'États membres dont la contribution à la production européenne est majeure ou en progression : France, Allemagne, Italie, Espagne, Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Lettonie, Lituanie, (Royaume-Uni).

### Méthodologie

Le benchmark 2018 a d'abord actualisé sur les données les plus récentes du RICA européen (2018) les indicateurs utilisés pour caractériser la formation de la valeur ajoutée et du revenu et les a mis en perspective avec les résultats des benchmarks précédents établis sur la période 2014-2018.

La valeur ajoutée nette produite par actif agricole (VAN/UTA) est un indicateur essentiel, compte tenu de la diversité des systèmes de production européens, puisqu'elle permet de comparer la productivité du travail (valeur ajoutée/actif) dans les exploitations agricoles indépendamment du caractère familial ou salarié de la main-d'œuvre et des modes de faire-valoir.

## Résultats

### Le benchmark RICA 2018 confirme deux enjeux qui s'imposent au secteur SCOP français :

- Trouver les voies d'une augmentation de la valeur ajoutée produite à l'hectare dans le respect des exigences environnementales ;
- Préserver au maximum les soutiens publics reçus au titre de PAC.

En effet, si la surface travaillée par actif est un point fort des exploitations SCOP françaises, elle ne permet cependant pas de compenser le point faible récurrent que constitue une valeur ajoutée nette par hectare inférieure à la moyenne européenne. Même si la productivité du travail hors aides directes dans les exploitations françaises a progressé de 2014 à 2018 (si l'on fait abstraction de 2016), elle reste cependant inférieure à la moyenne communautaire. Depuis 2013, en moyenne et sans les aides de la PAC, les producteurs SCOP français ne dégagent pas de revenu (résultat net/hectare). Ce constat est d'autant plus préoccupant que les aides de la PAC ont plus fortement diminué en France que dans d'autres États membres (cf. Zoom 15) et qu'en 2018, le soutien à la « ferme SCOP » française est passé en dessous du soutien moyen à la « ferme SCOP » européenne.

### Le benchmark révèle en outre des évolutions contrastées au sein du panorama européen :

- L'Allemagne a connu une baisse régulière de la valeur ajoutée produite par hectare et par actif sur la période 2014-2018, y compris dans les très grandes structures des Länder de l'Est. Si des rendements catastrophiques peuvent expliquer la situation en 2018, ils ne rendent pas compte de la dégradation continue de la situation observée depuis plusieurs années (observations 2014-2018) ;
- Les exploitations roumaines, à l'inverse, suivent une trajectoire ascendante sur toute la période

étudiée et affirment leur position de leadership, en tête des États membres de l'Est. Sur l'ensemble de la période, c'est en Italie et en Roumanie que les valeurs ajoutées produites par actif sont les plus élevées.

## Apports, limites et perspectives

Prolongements : analyser les déterminants de la baisse de la valeur ajoutée produite par les exploitations allemandes spécialisées en céréales et oléo-protéagineux.

## Éléments bibliographiques

Rapport Pluriagri « Indicateurs économiques des exploitations européennes spécialisées en grandes cultures établis à partir du RICA 2014-2015 », mars 2018.

Zoom Pluriagri n°15 : « Le soutien aux exploitations de grandes cultures a baissé plus fortement en France que dans la moyenne de l'Union européenne », novembre 2017.

Zoom Pluriagri n° 16 : « Les SCOPeurs français dans le panorama européen : des distorsions de concurrence mais aussi des faiblesses structurelles qui doivent interroger », septembre 2018.

Zoom Pluriagri n°18 : « État des lieux du soutien à l'agriculture à partir du RICA Europe », mars 2020.

## Livrables

- Zoom Pluriagri n°19 – décembre 2020 : « Benchmark RICA 2018 des SCOPeurs européens »
- Diaporama : Que retenir du benchmark européen des grandes cultures à partir du RICA 2018 ?

## Contacts

**Abdoulaye Traoré**

Chargé de mission agroéconomie  
[a.traore@terresunivia.fr](mailto:a.traore@terresunivia.fr)

**Bénédicte Carlotti**

Chargée d'études Pluriagri  
[carlotti@pluriagri.fr](mailto:carlotti@pluriagri.fr)

À propos : « Point éco » est une publication régulière diffusée par Terres Univia, l'Interprofession des huiles et protéines végétales. Elle présente les résultats des études économiques commanditées par la Commission Structuration de filières, d'analyses économiques et de marchés pour le développement de la filière oléagineuse et des plantes riches en protéines. Ces études sont financées par les Cotisations Volontaires Obligatoires (CVO) destinées à financer le programme d'actions interprofessionnel réalisé dans le cadre de Terres Univia, de l'institut technique Terres Inovia et du Fonds d'Action Stratégique des Oléo-protéagineux (FASO) confié à Sofiprotéol en gestion.

Étude économique financée sur fonds CVO  
(financement Terres Univia et via Sofiprotéol pour FASO)

